Globethics Repository



Responsabilité des acteurs d’élections

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Learning object
Authors	Stückelberger, Christoph
Rights	All rights reserved
Download date	2026-11-14 11:21:43
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/170074

Globethics.net

D) Responsabilité des acteurs d'élections

Formation Intégrité des Élections Responsables FIER
Commission d'Intégrité et de Médiation Electorale en RDC
18-19 novembre 2014, Kinshasa, RD Congo

Prof. Dr. Christoph Stückelberger

Professeur d'éthique à l'Université de Bâle/Suisse

Directeur du réseau éthique global Globethics.net, Genève

stueckelberger@globethics.net www.globethics.net

Contenu

1. **Relation Citoyen-État-Citoyen: trois modèles**
2. **Les acteurs des élections**
3. **Critères pour candidats, électeurs, élu.**
4. **Limitations des mandats**
5. **Départ de la fonction: offre de sécurité et de dignité**
6. **Méchanismes de sanctions**

1.1 Relation Citoyen-État: trois modèles

1) L'État – c'est l'autre (deux règnes, distance)

- „La politique/l'État ne me concerne et ne m'intéresse pas"
- „La vie éternelle et ma fois personnelle sont importantes"

2) L'État – c'est l'ennemi (la vache à traire/exploiter)

- „L'État veut seulement limiter mes libertés. Affaiblir l'État agrandit mes libertés. L'État est mon ennemi."
- „Je cherche l'accès au pouvoir pour exploiter ses ressources"

3) L'État – c'est ma communauté (responsabilité réciproque)

- „L'État c'est la communauté de nous, les citoyens."
- Je veux servir à construire cette communauté et L'État doit rendre des services pour nous, les citoyens."

1.2 Relation État-Citoyen: trois modèles

1) Le citoyen ne m'intéresse que pour les élections

- „L'électorat me donne carte blanche. Je m'engage pour des projets de mon électorat avant les prochaines élections."

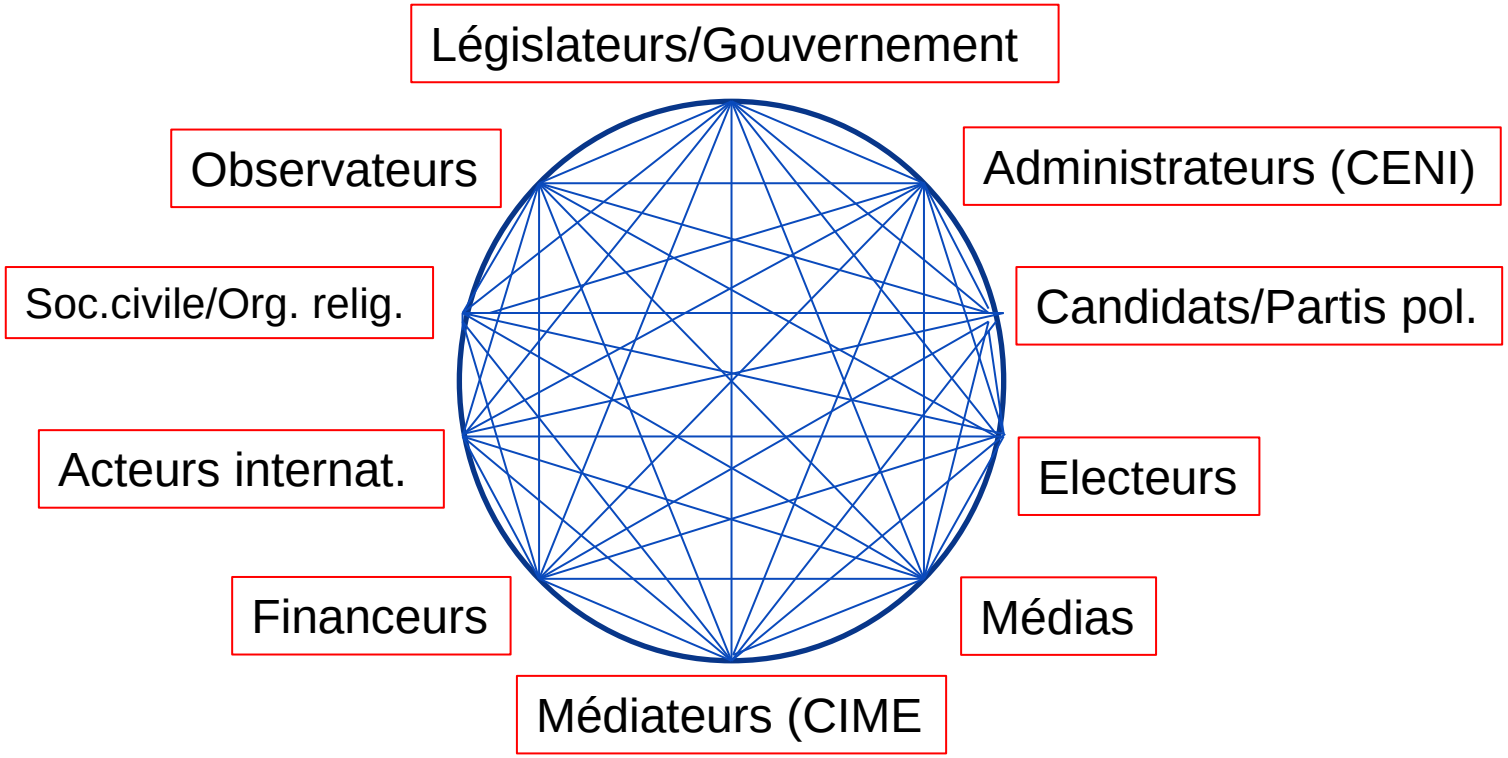
2) Le citoyen – c'est mon ennemi

- „Il faut limiter le pouvoir du peuple parce qu'il pourrait questionner mon pouvoir. Je n'ai pas confiance."
- „Diviser pour régner: je ne défends que les intérêts de ceux qui me soutienne et sont loyal."

3) Le citoyen/le peuple – c'est ma responsabilité

- „Mon leadership est un service, pour l'ensemble du peuple."
- Je suis responsable et redevable auprès de l'électorat.

2. Les acteurs des élections



Coopérer entre les dix acteurs (81 relations) pour des élections intègres et en paix.

3.1 Conditions et critères des candidats

- Présenter un programme avec les buts pour la législature qui inclut les services à développer pour la population.
- Communiquer d‘une manière transparente les sources financières de la campagne électorale.
- Signer un code d‘éthique comme candidat/e.

3.2 Responsabilités des électeurs

- Droit et obligation de s'informer sur les élections.
- Droit et obligation de voter.
- Garder la mémoire ce qui était promit, implémenté et pas réalisé par les élus (rôle des média de superviser/mémoriser).
- Demander des parties politiques et des candidats de présenter un programme avec les buts et instruments pour la législature.
- Demander des candidats de signer un code qu'ils/elles s'abstiennent d'acheter des votes d'individus ou d'institutions.

3.3 Responsabilités des élus

- Rester fidèle au programme présenté à l'électorat.
- Expliquer à l'électorat les raisons pourquoi des élements du programme n'ont pas pu être réalisés ou n'ont pas trouvés une majorité politique.
- Maintenir les promesses de limitation de mandat et ne pas essayer de modifier constitution et lois pour rester en fonction au-delà de la durée des mandats prévus.
- Développer une culture de relève et de succession à partir du commencement d'un mandat.

4.Limitations des mandats

Règles de limitation de mandat

- Par année et nombre de mandat (p.e. 2x5 ans max.)
- Par age (65 ou 70 en max.)
- Respect des limitations constitutionelles

Justification de limitation de mandat:

- Confiance du peuple de Dieu par rapport au dirigeant
- Respect de l'état de droit/constitution
- Renouvellement de responsables

5. Départ de la fonction: offre de sécurité et de dignité

- Raisons pour prolonger le mandat (par changement de constitution) et ne pas vouloir partir: responsabilité;besoins et attentes matérielles; espoir de l'impunité; conception autocrate, justifiée par une conception théologique, traditions culturelles
- Nécessité: régler la date de départ avec la signature d'entrée en fonction, par un acte juridique d'un avocat (partique de l'Église Anglicaine de Kenya).
- Permettre un départ décent (p.e. action NEPAD pour ancien chefs d'État):
  - sécurité sociale: fonds de pension, assurance maladie
  - appartement/maison, infrastructure
  - dignité (club honoraire des anciens chefs d'État/ politiciens)

6. Méchanismes de sanctions

Départ: Applicables pour les mandats politiques, mais aussi ONG, organisations religieuses etc.

- **Jugement cours pénale? Impunité? Amnestie?**
- En cas de non-respect ou manipulation de la constitution, lois et règlements internes, il faut développer les méchanismes de sanctions/ de forcer qn. de laisser sa place au successeur.
- Apprendre de la communauté internationale en politique (sanctions UA, UE, ONU etc.) et société civile/org rel.
- Eglises: Sanctions internes de l'église, après plaintes juridiques au cours si nécessaire, fait par l'église et pas attendre des mesures pénales de l'Etat (example Inde: 250 cas d'Églises aux cours)!

merci

matondo mingi

tuasakidila

matondo kwa nzambi

aksanti sana

wafuako thank you

gracias